



**ERRATUM**

**Conseil national du travail**

**CCT n° 151408/CO/300 (32/7)  
du 23/04/2019**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 4 doit être modifié comme suit : "De tweede termijn, bedoeld in het tweede lid, kan nog verlengd worden met twee maanden indien de curator bij het verstrijken van deze termijn aan het Fonds schriftelijk bevestigt dat er nog lopende onderhandelingen zijn met een kandidaat-overnemer."

**Décision du**

**ERRATUM**

**Nationale Arbeidsraad**

**CAO nr. 151408/CO/300 (32/7)  
van 23/04/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 4 moet als volgt verbeterd worden : "De tweede termijn, bedoeld in het tweede lid, kan nog verlengd worden met twee maanden indien de curator bij het verstrijken van deze termijn aan het Fonds schriftelijk bevestigt dat er nog lopende onderhandelingen zijn met een kandidaat-overnemer."

**Beslissing van**

06 -05- 2019

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	23/04/2019	2019-4581
ENREGISTREMENT	24/04/2019	151408/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32/7

---

Séance du mardi 23 avril 2019

---

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite

X X X

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32/7 DU 23 AVRIL 2019 MODIFIANT LA  
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 BIS DU 7 JUIN 1985 CONCERNANT LE  
MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAILLEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EM-  
PLOYEUR DU FAIT D'UN TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE ET RÉGLANT  
LES DROITS DES TRAVAILLEURS REPRIS EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF APRÈS  
FAILLITE**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ;

Vu la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite, enregistrée le 26 juin 1985 sous le numéro 13290/CO/300, telle que modifiée par les conventions collectives de travail n° 32 ter du 2 décembre 1986, enregistrée le 11 décembre 1986 sous le numéro 16933/CO/300, n° 32 quater du 19 décembre 1989, enregistrée le 29 décembre 1989 sous le numéro 24679/CO/300, n° 32 quinquies du 13 mars 2002, enregistrée le 13 mars 2002 sous le numéro 61472/CO/300, et n° 32 sexies du 27 septembre 2016, enregistrée le 7 octobre 2016 sous le numéro 135343/CO/300 ;

Considérant l'avis n° 916 que le Conseil national du Travail a émis le 16 mai 1989 concernant les problèmes relatifs à l'application de la législation sur les fermetures d'entreprises ;

Considérant l'avis que le comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises a émis le 21 juin 2018 ;

Considérant l'avis n° 2.110 que le Conseil national du Travail a émis le 18 décembre 2018 sur le projet de loi modifiant la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises et sur le projet d'arrêté royal modifiant l'article 50, § 1<sup>er</sup>, 4° de l'arrêté royal du 23 mars 2007 portant exécution de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ;

Considérant les modifications apportées à la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ;

Considérant qu'il convient d'adapter la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 à ces modifications ;

Considérant que, parallèlement à ces modifications, il convient de mettre la convention collective de travail n° 32 bis en conformité avec les modifications que, dans son avis n° 916 du 16 mai 1989, le Conseil avait demandé d'apporter à la loi relative aux fermetures d'entreprises, et qui ont depuis lors été intégrées dans la loi du 26 juin 2002 ;

Considérant qu'il convient d'actualiser un certain nombre de renvois à la législation figurant dans la convention collective de travail n° 32 bis ;

Considérant que le Conseil national du Travail a émis à ce sujet, le 23 avril 2019, l'avis n° 2.132 ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique

- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 23 avril 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1<sup>er</sup>

Dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'une part, le maintien des droits des travailleurs dans tous les cas de changement d'employeur du fait du transfert conventionnel d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise ; ».

#### Article 2

À l'article 2 de la même convention, les modifications suivantes sont apportées :

1. le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° reprise de l'actif :

- soit l'établissement d'un droit réel sur tout ou partie de l'actif d'une entreprise en faillite avec la poursuite de l'activité principale de l'entreprise ou d'une division de celle-ci ;
- soit la poursuite de l'activité principale de l'entreprise ou d'une division de celle-ci par un employeur qui n'a pas repris tout ou partie de l'actif de l'entreprise en faillite ; il est indifférent que l'activité principale de l'entreprise soit poursuivie avec des travailleurs réengagés par l'employeur qui a repris l'actif ou par des tiers ; »

2. Le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° date de la faillite : date du jugement déclaratif de faillite, au sens de l'article XX.100 du Code de droit économique ; » ;

3. Le 7° est abrogé.

### Article 3

L'article 8 bis de la même convention est abrogé.

### Article 4

L'article 11 de la même convention est remplacé par ce qui suit :

« Le présent chapitre s'applique en cas de reprise de travailleurs consécutive à la reprise de tout ou partie de l'actif d'une entreprise en faillite, à condition que la reprise intervienne dans un délai de deux mois à partir de la date de la faillite.

Ce délai peut être prolongé de deux mois, lorsqu'à l'expiration de ce délai :

- le curateur confirme, par écrit, au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises que des négociations restent en cours avec un candidat-repreneur, ou
- le curateur a omis de communiquer au Fonds les informations prévues à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, 4° de l'arrêté royal du 23 mars 2007 portant exécution de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises.

Le second délai, prévu à l'alinéa 2, peut encore être prolongé de deux mois si, à l'expiration de ce second délai, le curateur confirme, par écrit, au Fonds que des négociations restent encore en cours avec un candidat-repreneur.

Le présent chapitre est applicable aux travailleurs qui, à la date de la faillite, sont encore liés par un contrat de travail ou d'apprentissage, ainsi qu'aux travailleurs licenciés au cours de la période d'un mois précédant cette date, à condition que ces travailleurs aient droit à une indemnité de rupture et que cette indemnité ne leur ait pas été payée en tout ou en partie à cette date.

Il s'applique en cas de reprise de ces travailleurs soit avant la reprise de l'actif, soit au moment de la reprise de l'actif, soit dans un délai supplémentaire de quatre mois suivant la reprise de l'actif.

### Commentaire

La portée générale du chapitre III est précisée dans le commentaire de l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail.

En vertu de l'article 11, ce chapitre s'applique :

- aux travailleurs qui, à la date de la faillite, sont encore liés par un contrat de travail ou d'apprentissage ;
- aux travailleurs licenciés au cours de la période d'un mois précédant la date de la faillite, à condition que ces travailleurs aient droit à une indemnité de rupture et que cette indemnité ne leur ait pas été payée à cette date.

Après deux mois, le curateur vérifie si une reprise de l'actif peut encore être réalisée. En l'absence de renseignements fournis par le curateur ou si des négociations sont encore en cours, un nouveau délai de deux mois prend cours.

Le délai de deux mois, endéans lequel la reprise doit être effectuée, tient compte du temps maximum dans lequel intervient normalement une reprise de l'actif d'une entreprise, en vue d'une poursuite éventuelle de l'activité.

Il apparaît en effet qu'au-delà de ce délai, l'intérêt que l'on peut avoir à la reprise d'une entreprise est fort réduit, notamment pour des raisons commerciales.

Le délai supplémentaire à partir de la reprise de l'entreprise pour l'entrée en service des travailleurs, permet d'étaler les engagements dans le temps et de tenir compte des opérations de restructuration. »

#### Article 5

Les dispositions de l'article 3 de la présente convention concernant les délais dans lesquels la reprise de l'actif et la reprise du personnel doivent avoir lieu, s'appliquent aux cas de fermeture d'entreprise dont la date de la fermeture se situe après la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

#### Article 6

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2019.

Elle a la même durée de validité et peut être révisée ou dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie. Elle pourra, en tout ou en partie, être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois. L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-trois avril deux mille dix-neuf.

x                      x                      x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.



**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
N° 32 BIS DU 7 JUIN 1985 CONCERNANT LE MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAIL-  
LEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT D'UN TRANSFERT CON-  
VENTIONNEL D'ENTREPRISE ET RÉGLANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS REPRIS  
EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF APRÈS FAILLITE**

-----

Le 23 avril 2019, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite.

Les modifications visent à mettre la CCT n° 32 bis en conformité avec les dispositions modifiées de la loi du 26 juin 2002 concernant les délais prévus par la loi pour l'obtention de l'indemnité de transition.

La CCT n° 32 bis est également mise en conformité avec les modifications que, dans son avis n° 916 du 16 mai 1989, le Conseil avait demandé d'apporter à la loi relative aux fermetures d'entreprises, et qui ont depuis lors été intégrées dans la loi du 26 juin 2002.

Par ailleurs, un certain nombre de renvois à la législation figurant dans la CCT n° 32 bis sont actualisés.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont dès lors jugé nécessaire de modifier le commentaire de la convention collective de travail n° 32 bis comme suit :

1. Commentaire de l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans le deuxième alinéa du titre « 1. En ce qui concerne les cas de transfert conventionnel d'entreprise » du commentaire de l'article 1<sup>er</sup>, la dernière phrase est abrogée.

2. Commentaire de l'article 2 de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans le commentaire de l'article 2, les alinéas 4 à 9 sont abrogés.

3. Commentaire de l'article 4 de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans le commentaire de l'article 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne les régimes particuliers basés sur une loi, on peut se référer à la réglementation relative aux organismes privés de prévoyance, qui doit être élaborée conformément à la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance. »

4. Commentaire de l'article 6 de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans le commentaire de l'article 6, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Suivant les cas, on considèrera comme entreprise, soit l'entité juridique, soit l'unité technique d'exploitation, au sens de la législation sur les conseils d'entreprise, et comme partie d'entreprise, la division au sens de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises. »

5. Commentaire de l'article 7 de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans le commentaire de l'article 7, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« En l'absence de telles conventions, le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises garantit le paiement de cette indemnité, conformément à la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises. »

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	23/04/2019	2019-4581
REGISTRATIE	24/04/2019	151408/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32/7

---

Zitting van dinsdag 23 april 2019

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement

x                    x                    x

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32/7 VAN 23 APRIL 2019 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32 BIS VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET BEHOUD VAN DE RECHTEN VAN DE WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN WERKGEVER INGEVOLGE DE OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN KRACHTENS OVEREENKOMST EN TOT REGELING VAN DE RECHTEN VAN DE WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN WORDEN BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA FAILLISSEMENT**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement, geregistreerd op 26 juni 1985 onder het nummer 13290/CO/300, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 32 ter van 2 december 1986, geregistreerd op 11 december 1986 onder het nummer 16933/CO/300, nr. 32 quater van 19 december 1989, geregistreerd op 29 december 1989 onder het nummer 24679/CO/300, nr. 32 quinquies van 13 maart 2002, geregistreerd op 13 maart 2002 onder het nummer 61472/CO/300 en nr. 32 sexies van 27 september 2016 geregistreerd op 7 oktober 2016 onder het nummer 135343/CO/300;

Overwegende het advies nr. 916 van 16 mei 1989 van de Nationale Arbeidsraad inzake de problemen in verband met de toepassing van de wetgeving betreffende de sluiting van ondernemingen;

Overwegende het advies van 21 juni 2018 van het beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen werknemers;

Overwegende het advies nr. 2.110 van 18 december 2018 van de Nationale Arbeidsraad over het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen en het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van artikel 50, §1, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 2007 tot uitvoering van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen;

Overwegende de wijzigingen aan de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 dient te worden aangepast aan deze wijzigingen;

Overwegende dat naast deze wijzigingen, de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis in overeenstemming moet worden gebracht met de door de Raad in zijn advies nr. 916 van 16 mei 1989 gevraagde wijzigingen aan de sluitingswet die ondertussen opgenomen zijn in de wet van 26 juni 2002;

Overwegende dat in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis een aantal verwijzingen naar wetgeving dienen te worden geactualiseerd;

Overwegende dat de Nationale Arbeidsraad hierover op 23 april 2019 het advies nr. 2.132 heeft uitgebracht;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond

- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 23 april 2019 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

### Artikel 1

In artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement wordt 1° vervangen als volgt:

“1° eensdeels het behoud van de rechten der werknemers in alle gevallen van wijziging van werkgever ingevolge de overgang van een onderneming of van een gedeelte van een onderneming krachtens overeenkomst”;

### Artikel 2

In artikel 2 van dezelfde overeenkomst worden volgende wijzigingen aangebracht:

1. 5° wordt vervangen als volgt:

"5° overname van activa:

- hetzij de vestiging van een zakelijk recht op het geheel of een deel van de activa van een failliete onderneming met het verderzetten van de hoofdactiviteit van de onderneming of van een afdeling ervan;
- hetzij de verderzetting van de hoofdactiviteit van de onderneming of van een afdeling ervan door een werkgever die niet het geheel of een deel van de activa van de failliete onderneming heeft overgenomen; het is niet van belang of de hoofdactiviteit van de onderneming wordt verdergezet met werknemers die opnieuw werden aangeworven door de werkgever die de activa heeft overgenomen of door derden”;

2. 6° wordt vervangen als volgt:

"6° datum van het faillissement: datum van het vonnis van faillietverklaring zoals bedoeld in artikel XX.100 van het Wetboek van Economisch recht";

3. 7° wordt opgeheven.

### Artikel 3

Artikel 8 bis van dezelfde overeenkomst wordt opgeheven.

### Artikel 4

Artikel 11 van dezelfde overeenkomst wordt vervangen als volgt:

"Onderhavig hoofdstuk is van toepassing bij overname van werknemers ingevolge de gehele of gedeeltelijke overname van activa van een failliete onderneming, op voorwaarde dat de overname geschiedt binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van het faillissement.

Deze termijn kan verlengd worden met twee maanden indien bij het verstrijken van deze termijn:

- de curator aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen werknemers schriftelijk bevestigt dat er nog lopende onderhandelingen zijn met een kandidaat-overnemer, of
- de curator nagelaten heeft de inlichtingen voorzien in artikel 50, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 2007 tot uitvoering van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, mee te delen aan het Fonds.

De tweede termijn, bedoeld in het tweede lid, kan nog verlengd worden met twee maanden indien de curator bij het verstrijken van deze termijn aan het Fonds schriftelijk bevestigt dat er nog lopende onderhandelingen zijn met een kandidaat-overnemer.

Dit hoofdstuk is van toepassing op de werknemers, die op de datum van het faillissement nog gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst, alsmede op de werknemers, die worden ontslagen tijdens de periode van één maand vóór die datum, op voorwaarde dat die werknemers recht hebben op een verbrekingsvergoeding en dat die vergoeding hen op die datum nog niet werd uitbetaald.

Het is van toepassing in geval van overname van die werknemers, hetzij vóór de overname van de activa, hetzij op het ogenblik van de overname van de activa of hetzij binnen een bijkomende termijn van vier maanden na die overname.

### Commentaar

De algemene draagwijdte van hoofdstuk III is nader omschreven in de commentaar bij artikel 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Krachtens artikel 11 is dit hoofdstuk van toepassing op:

- de werknemers, die op het ogenblik van het faillissement nog gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst;
- de werknemers die worden ontslagen tijdens de periode van één maand die de datum van het faillissement voorafgaat, op voorwaarde dat die werknemers recht hebben op een verbrekingsvergoeding en dat die vergoeding hen op die datum nog niet werd uitbetaald.

Na twee maanden gaat de curator na of er nog een overname van activa kan gerealiseerd worden. Bij gebrek aan inlichtingen van de curator of wanneer er nog onderhandelingen plaatsvinden, begint een volgende termijn van twee maanden te lopen.

De termijn van twee maanden waarbinnen de overname moet geschieden houdt rekening met de maximumtijd waarbinnen een overname van de activa van een onderneming, met het oog op een eventuele voortzetting van de bedrijvigheid, normaal plaatsvindt.

Het blijkt inderdaad dat, eenmaal die termijn is verstreken, het belang van de overname van een onderneming, meer bepaald om commerciële redenen, fel vermindert.



De bijkomende termijn vanaf de datum van de overname van de onderneming voor de indiensttreding van de werknemers, laat toe de indienstnemingen in de tijd te spreiden en rekening te houden met de herstructureringsverrichtingen."

#### Artikel 5

De bepalingen van artikel 3 van deze overeenkomst met betrekking tot de termijnen waarbinnen de overname van de activa en de overname van het personeel moeten geschieden zijn van toepassing in geval van sluiting van de onderneming waarvan de datum van de sluiting zich bevindt na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

#### Artikel 6

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 april 2019.

Ze heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden herzien of opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt. Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op drieëntwintig april tweeduizend negentien.

x                      x                      x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32 BIS VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET BEHOUD VAN DE RECHTEN VAN DE WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN WERKGEVER INGEVOLGE DE OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN KRACHTENS OVEREENKOMST EN TOT REGELING VAN DE RECHTEN VAN DE WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN WORDEN BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA FAILLISSEMENT**

-----

Op 23 april 2019 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement.

De wijzigingen beogen om de cao nr. 32 bis in overeenstemming te brengen met de gewijzigde bepalingen van de wet van 26 juni 2002 met betrekking tot de termijnen die wettelijk voorzien zijn om de overbruggingsvergoeding te bekomen.

Ook wordt de cao nr. 32 bis in overeenstemming gebracht met de door de Raad in zijn advies nr. 916 van 16 mei 1989 gevraagde wijzigingen aan de sluitingswet die ondertussen opgenomen zijn in de wet van 26 juni 2002.

Daarnaast worden een aantal verwijzingen naar wetgeving in de cao nr. 32 bis geactualiseerd.

De in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het dan ook noodzakelijk geacht de commentaar van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis als volgt te wijzigen:

1. Commentaar bij artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

In het tweede lid onder titel "1. Met betrekking tot de gevallen van overgang van een onderneming krachtens overeenkomst" van de commentaar bij artikel 1 wordt de laatste zin opgeheven.

2. Commentaar bij artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

In het vierde tot het negende lid van de commentaar bij artikel 2 worden opgeheven.

3. Commentaar bij artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

In het tweede lid van de commentaar bij artikel 4 wordt vervangen als volgt:

"Wat de bijzondere regelingen betreft, die stoelen op een wet, kan worden verwezen naar de reglementering voor de private verzorgingsinstellingen, die krachtens de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen dient uitgewerkt te worden."

4. Commentaar bij artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

Het vijfde lid van de commentaar bij artikel 6 wordt vervangen als volgt:

"Naargelang van het geval zal als onderneming worden beschouwd hetzij de juridische entiteit, hetzij de technische bedrijfseenheid, in de zin van de wetgeving op de ondernemingsraden, en als gedeelte van een onderneming, de afdeling in de zin van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen."

5. Commentaar bij artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

Het vierde lid van de commentaar bij artikel 7 wordt vervangen als volgt:

"Bij ontstentenis van dergelijke overeenkomsten wordt de betaling van deze vergoeding, krachtens de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, door het Fonds tot vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen werknemers, gewaarborgd."

-----